COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

# Revue de presse
# du 30 juillet  au 05 aout 2016

**Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI**

# Sommaire


**Centre de fusion maritime en Indianocéanie.....3**

- **Information maritime – Le centre de fusion d'Ankorondrano opérationnel**
- **Coopération : le centre de fusion maritime opérationnel**
- **Coopération : le centre de fusion maritime opérationnel**

**Développement Durable.....6**

- **Éducation au développement durable: des écoles mauriciennes sur la bonne voie**
- **Schools in Mauritius achieved international standards of excellence in Education for Sustainable Development**

**Énergie Renouvelable.....10**

- **ÉCONOMIE VERTE : Création d'une entreprise d'énergie renouvelable pour la production d'électricité**

**Economie Bleue.....12**

- **ÉCONOMIE BLEUE: Un World Class Research Institute of Oceanography**
- **Exploiter le vaste potentiel de l'océan**

**Environnement.....14**

- **Des enjeux scientifiques autour des changements globaux**

**Tourisme .....16**

- **L'île Maurice mise sur une croissance de 15% sur le marché indien**
- **Initiatives communes pour renforcer l'identité des iles vanilles**

**Pêche.....19**

- **Selon l'Union Européenne: le thon albacore surexploité dans l'Océan Indien**

**Santé : fièvre aphteuse.....21**

- **ÉLEVAGE : Rodrigues en état d'alerte contre la fièvre aphteuse**

# Centre de fusion maritime en Indianocéanie

L'Express de Madagascar

## Information maritime –
## Le centre de fusion d'Ankorondrano opérationnel

04.08.2016

Prêt. Après quelques mois d'installation dans ses locaux à la tour Orange Ankorondrano, le Centre de fusion d'information maritime (CFIM), est désormais entièrement opérationnel. Une visite faite par Hamadi Madi, secrétaire général (SG), de la Commission de l'océan Indien (COI), accompagné par Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères et le général Béni Xavier Rasolofonirina, ministre de la Défense nationale, a été l'occasion pour ses responsables d'affirmer que le Centre est déjà pleinement actif. Le capitaine de frégate Jean Edmond Randrianantenaina, directeur général du CFIM a exposé les principales attributions du Centre à ses visiteurs d'hier. En bref, cet organe régional a pour rôle de collecter et centrer les informations sur la circulation maritime civile, commerciale, militaire ou même criminelle dans la zone de l'océan Indien, allant de la corne de l'Afrique jusqu'aux environs de Singapour, là où est logé un autre CIFM. Pour Madagascar l'hébergement du CIFM revêt une portée stratégique conséquente. La Grande île sera aux premières loges sur les données relatives aux trafics maritimes dans la zone de compétence du Centre. « Plus de 70% du trafic international se fait dans l'océan Indien. Il est donc tout à fait normal que les pays au sein de cette région puissent mieux maitriser ce qui se passe dans cette zone maritime, pour la population et les biens », souligne le SG de la COI.
À cela s'ajoutent les enjeux sécuritaires qu'implique la mise en place du CIFM. Les informations recueillies par le centre pourraient compenser la porosité des frontières malgaches en ces temps où la piraterie maritime et le terrorisme font rage. « Ce centre permettra non seulement de surveiller nos frontières mais il permet aussi de contrôler la circulation maritime au sein de sa zone d'intervention », indique la chef de la diplomatie malgache.
Financé par l'Union européenne (UE), le projet CIFM compte agir sur la durée. Dans ce sens, son directeur général a fait un clin d'œil à la COI pour qu'elle songe à une autre voie d'appuis budgétaires.

**G.F.R.**

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/information-maritime-le-centre-de-fusion-dankorondrano-operationnel/

nooz.fr

## Coopération : le centre de fusion maritime opérationnel



Fruit d'un processus long et fastidieux, le Centre régionale de fusion de l'information maritime (CRFIM) hébergé par Madagascar est opérationnel depuis maintenant quelques mois. Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien Hamadi Madi, la ministre des Affaires étrangères Béatrice Atallah, le ministre de la Défense nationale Béni Xavier Rasolofonirina ont visité hier le Centre […]

http://madagascar.nooz.fr/cooperation-le-centre-de-fusion-maritime-operationnel-8940416.shtml

EWS MADA

### Coopération : le centre de fusion maritime opérationnel

04/08/2016

*Fruit d'un processus long et fastidieux, le Centre régionale de fusion de l'information maritime (CRFIM) hébergé par Madagascar est opérationnel depuis maintenant quelques mois.*

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien Hamadi Madi, la ministre des Affaires étrangères Béatrice Atallah, le ministre de la Défense nationale Béni Xavier Rasolofonirina ont visité hier le Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) hier à Ankorondrano. Une visite qui a permis à ces différentes personnalités de voir l'état des lieux et de

faire connaissance avec les principaux responsables de cet organe. Ce dernier est, en effet, déjà opérationnel depuis quelque temps. Lors de cette visite, le directeur général du centre, le capitaine de Frégate Jean Edmond Randrianantenaina, a pu faire un exposé sur les objectifs et les détails techniques de cette institution.

« *L'acquisition de l'hébergement de ce centre est le fruit d'un travaill d'intense tractation faite par les autorités étatiques dont le Chef de l'Etat et le ministère des Affaires étrangères* », a expliqué la ministre des Affaires étrangères à l'issue de ce rendez-vous. D'après elle, « *Ce centre permettra non seulement de surveiller nos frontières mais aussi de contrôler la circulation maritime au sein de sa zone d'intervention». Du reste, « au niveau de la diplomatie, l'hébergement de ce centre signifie aussi le signe de l'existence d'une confiance entre Madagascar et ses partenaires. Désormais, les principaux armateurs auront aussi plus de confiance en nous et ils n'hésiteront plus à arraisonner leur bateau auprès de nos ports car la sécurité sera renforcée avec ce centre* », a-t-elle ajouté.

## 70% du trafic international

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien note pour sa part que « *Plus de 70% du trafic internationale s'effectue dans l'océan Indien. Il est donc tout à fait normal que les pays au sein de cette région puissent mieux maitriser cette zone maritime, pour la population et les biens. Comme vous savez nous vivons dans un monde très complexe avec la piraterie, les trafics ou encore la pêche illégale. Quand nous allons maitriser notre espace, nous allons aussi maitrisés notre développement* ».

Il faut noter que ce centre servira à connaître des informations maritimes dont, entre autres, la présence ou non de la pêche illégale, la piraterie, les trafiques des ressources naturelles, le terrorisme maritime ou encore la cybercriminalité maritime.

**Jao Patricius / Riana R.**

**http://www.newsmada.com/2016/08/04/cooperation-le-centre-de-fusion-maritime-operationnel/**

# Développement Durable

## Éducation au développement durable: des écoles mauriciennes sur la bonne voie



Nous sommes allés à la rencontre de Matthieu, 8 ans, en classe de quatrième (CE2) de l'école St Pierre RCA, Ile Maurice. Son école a été élue meilleure lauréate du programme Eco-schools, pour les écoles primaires mauriciennes participantes. Ce programme d'éducation au développement durable a été introduit dans la sous-région par le programme ISLANDS de la Commission de l'océan Indien. Il a porté haut la voix de ses pairs au cours de la cérémonie de remise des prix, qui s'est tenue au Rajiv Gandhi Science Centre, à Port Louis.

« Je suis vraiment content que notre école ait gagné le premier prix. Nous avons fait beaucoup d'efforts au cours des derniers mois. Nous avons mis en place un potager dans la cour de l'école. Nous avons appris comment faire du compost à partir des déchets. Aujourd'hui, nous avons non seulement des oignons, des salades, des betteraves mais aussi des plantes médicinales, comme la citronnelle ou le baume du Pérou. Nous avons produit des vases pour les plantes à partir des bouteilles en plastique et nous avons planté de belles fleurs de géranium », nous raconte-t-il avec fierté. « Notre école a vraiment changé. Il est beaucoup plus agréable de jouer dans la cour », poursuit-il.

L'école St Pierre RCA compte parmi les 28 écoles primaires et secondaires mauriciennes, publiques et privées, qui ont rejoint le programme depuis son lancement en avril 2015. Sept d'entre elles ont décroché le prix

"Bronze" et 11 le prix "Argent". Ce sont là des standards établis par la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) qui assure la promotion de ce programme au niveau mondial, et sur la base desquels les écoles sont évaluées.

« Notre école a suivi les sept étapes définies par la Fondation pour devenir une Eco-School. Un comité a été mis en place et se réunit régulièrement avec la participation active des enfants eux-mêmes. Nous avons passé en revue les défis environnementaux auxquels nous faisons face, nous avons défini ensemble un plan d'action pour relever ces défis. Nous menons des campagnes de sensibilisation qui vont au-delà de l'école, et enfin, nous avons établi un code au niveau de l'école et avons notre propre slogan : "Travaillons main dans la main pour sauver notre planète" », témoigne Rullylall-Lechnaz, directrice de l'école.

Eco-Schools est le plus grand programme d'éducation au développement durable et d'éducation environnementale au monde. Ce programme permet aux élèves et étudiants d'être eux-mêmes des acteurs de changement durable au niveau de leurs écoles et de leurs communautés. Eco-Schools a été introduit dans la région de l'océn Indien par la Commission de l'océan Indien à travers son projet ISLANDS financé par l'Union européenne. Cette région de l'océan Indien rejoint ainsi 62 autres pays et plus de 50 000 écoles à travers le monde dans la mise en œuvre de ce programme.

**http://www.mediaterre.org/actu,20160729151457,7.html**

## Schools in Mauritius achieved international standards of excellence in Education for Sustainable Development

30/07/2016

A ceremony has been held on the 28th July 2016 to celebrate the achievements of the 28 Mauritian schools that took part in the pilot programme for 'Eco-Schools Indian Ocean'.



The Award ceremony was hosted by Mauritian Eco-Schools coordinators, NGO Reef Conservation on behalf of the National Eco-Schools Committee, a cross-disciplinary committee of government and non-government partners under the aegis of the Ministry of Education and Human Resources, Tertiary Education and Scientific Research.

The Eco-Schools pilot programme was launched in Mauritius in April 2015, targeting public and private, primary and secondary schools. As part of the global Eco-Schools programme, the pilot schools join almost 50,000 schools in 62 other countries worldwide, working to achieve the international standards of excellence for Education for Sustainable Development (ESD): the Bronze, Silver, and ultimately the Green Flag Awards. Among the 28 pilot schools which joined the programme, 7 schools have achieved the Bronze Award and 11 schools have achieved the Silver Award.

"Many programmes and initiatives exist in Mauritius to help schools implement Education for Sustainable Development (ESD). The Eco-Schools programme provides a framework which allows schools to coordinate and build upon these projects. With their success, the pilot schools are demonstrating that the capacity and resources exist in Mauritian schools to achieve international standards of excellence in ESD. Through the Eco-Schools programme we can share our good practices with schools and organisations in other Indian Ocean countries and beyond", stated Mrs Aneeta Ghoorah, Director of Curriculum Development and Evaluation at the Ministry of Education and Human Resources, Tertiary Education and Scientific Research and National Eco-Schools Committee Chair.

This year the Eco-Schools programme has been opened to all schools in Mauritius on a voluntary basis. All schools have received an Eco-Schools Indian Ocean manual sponsored by the US Embassy under the aegis of the Indian Ocean Commission and were invited to register to take part on the interactive Eco-Schools Indian Ocean website (www.eco-schools.io). Over the past year, the pilot Eco-Schools have been following a holistic and action orientated seven step process: establishment of the Eco-Schools committee; environmental review; action plan; monitoring and evaluation; curriculum linking; informing and involving the wider community; eco-code.

Mr Sameer Kaudeer, Education Officer at Reef Conservation and Mr Dobee, STM intern at the Ministry of Education carried out several visits to support the pilot schools with programme implementation. "For most of the pilot schools the Eco-Schools Indian Ocean programme is acting as a powerful force of change towards the implementation of ESD projects in school. Examples of school activities include projects for rainwater harvesting, soil stabilisation, food production, sanitation, and waste management amongst many others. The most successful schools are those that have built strong partnerships between governmental institutions, NGOs and the private sector," Kaudeer said.

Eco-Schools Indian Ocean is part of the international Eco-Schools programme of the Foundation for Environmental Education (FEE), and is being introduced to the region by the ISLANDS project of the Indian Ocean Commission, funded by the European Union.
"Eco-Schools Indian Ocean helps young people from vulnerable islands of the Western Indian Ocean to evaluate their own problems, assess risks, and create solutions for their schools and communities. By drawing upon local knowledge and skills, forging collaborative links with expert organisations, and sharing their stories, schools can develop practical projects and life-long sustainable attitudes and behaviours, and achieve international standards of Education for Sustainable Development", concluded Ms Gina Bonne, Chargée de mission, Sustainable environment and Climate change, Indian Ocean Commission.

**http://www.maurice-info.mu/schools-in-mauritius-achieved-international-standards-of-excellence-in-education-for-sustainable-development.html**

# Énergie Renouvelable




## ÉCONOMIE VERTE : Création d'une entreprise d'énergie renouvelable pour la production d'électricité

1 AOÛT, 2016

Afin d'encourager l'économie verte, le gouvernement veut mettre l'accent sur le développement des sources d'énergie renouvelable locales, qui offriront en même temps une opportunité pour la création d'emplois, et adresser des questions environnementales en vue de réduire les futures factures d'importation de pétrole. À cette fin, le CEB créera une entreprise d'énergie renouvelable pour la production d'électricité à partir de systèmes photovoltaïques, et ce jusqu'à 15 MW. Le CEB fera par la suite appel à la participation des PME, des sociétés coopératives et des petits investisseurs.

Une étude de faisabilité sera réalisée sur la production d'électricité par des panneaux solaires placés sur les toits. L'objectif est d'impliquer au cours des cinq prochaines années quelque 10 000 ménages qui bénéficient du Social Electricity Tariff. Le coût sera entièrement pris en charge par le secteur public. Ces ménages recevront gratuitement tous les mois les 50 premiers KW/h. Toute production excédentaire ira au CEB. Le gouvernement estime que, pour favoriser la production de plus d'électricité à partir de sources renouvelables intermittentes, il est nécessaire d'augmenter la capacité de la grille d'absorption. Ainsi, le CEB investira Rs 400 millions pour augmenter la capacité de la grille d'absorption d'énergie intermittente de 148 à 160 MW d'ici 2018. Le ministre des Finances a par ailleurs annoncé l'enlèvement de la TVA sur les onduleurs photovoltaïques et les batteries. En ce qui concerne l'énergie

hydroélectrique, le CEB investira Rs 200 millions pour l'amélioration de la capacité de l'usine Sans Souci et a déjà identifié 12 sites sur un terrain privé avec un potentiel de production d'énergie hydroélectrique. Un important projet de valorisation énergétique devrait ajouter aussi jusqu'à 30 MW d'électricité sur le réseau en 2019. Le gouvernement compte aussi faciliter la production d'énergie à partir de la canne à sucre et des déchets tout en veillant que les petits planteurs reçoivent leurs parts de revenus. L'Electricity Act et la CEB Act seront amendées en vue de faciliter l'octroi de permis pour des investissements dans des projets d'énergies renouvelables.

http://www.lemauricien.com/article/economie-verte-creation-dune-entreprise-denergie-renouvelable-la-production-delectricite

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

# ÉCONOMIE BLEUE: Un World Class Research Institute of Oceanography

1 AOÛT, 2016



Le budget envisage plusieurs initiatives en vue de réaliser et promouvoir l'économie bleue dans le pays. Trente et un sites ont été identifiés pour le développement de l'aquaculture qui sera entrepris par le Mauritius Oceanography Institute. Le gouvernement mettra en place des facilités communes pour l'aquaculture et l'élevage de poissons. Les conclusions de deux études en ce qui concerne la production d'électricité par les vagues de l'océan et l'éolien sont attendues. Le gouvernement va incessamment signer un Memorandum of Understanding avec le National Institute of Geography pour la mise sur pied d'un World Class Research Institute of Oceanography à Maurice.

En vue d'encourager la pêche en dehors des récifs, le budget prévoit Rs 20 millions pour l'achat d'un bateau polyvalent pour la recherche et la formation des pêcheurs et des skippers. De plus, une subvention de 50 % à hauteur de Rs 4 millions sera accordée aux sociétés coopératives pour leur permettre d'acquérir des bateaux semi-industriels. Un nouveau système de congé fiscal de huit ans sera introduit pour attirer les

entreprises de pêche industrielle à Maurice et contribuer au développement du seafood hub. Par ailleurs, en vue de promouvoir l'aquaculture à petite échelle, le budget fait provision d'une somme de Rs 12,5 millions pour l'achat de 10 cages flottantes pour les pêcheurs des coopératives. La Mauritius Ports Authority construira des breakwaters à Fort William pour fournir un abri à environ 120 navires de pêche. La Mauritius Maritime Training Academy sera appelée à augmenter de 50 % le nombre de stagiaires recrutés par an afin de remédier au manque de ressources humaines.

**http://www.lemauricien.com/article/economie-bleue-world-class-research-institute-oceanography**

BUSINESS MAGAZINE



Économie bleue

## Exploiter le vaste potentiel de l'océan

Avec ses 2,4 millions de kilomètres carrés d'eaux territoriales, Maurice dispose d'un immense potentiel en tant qu'État océan. Le Budget identifie le développement de l'économie océanique comme prioritaire pour la croissance économique et la création d'emplois.

Pour Vassen Kauppaymuthoo, océanographe, ingénieur environnemental et *Managing Director* de Delphinium, «*le potentiel de l'économie océanique est aussi vaste que les océans eux-mêmes*».

Ainsi, les mesures relatives à l'aquaculture encourageront la mise en œuvre de projets de petite et de grande envergure. Les études sur la production d'énergie marine renouvelable donneront les moyens au pays d'élaborer des stratégies en termes de production future d'énergie renouvelable. Par ailleurs, à travers le protocole d'accord qui sera signé avec l'Institut National d'océanographie de Goa, les autorités entendent positionner Maurice dans la recherche océanique.



**Le développement de l'économie océanique est prioritaire pour le gouvernement**

Grâce aux mesures liées à la pêche semi-industrielle, les pêcheurs disposeront de données mises à jour sur les stocks disponibles, ce qui améliorera leurs compétences en pêche. Alors que l'exonération fiscale de huit ans encouragera la création d'entreprises industrielles de pêche.

À travers la création d'une raffinerie à Maurice, les autorités espèrent faire baisser notre facture de produits pétroliers et combustibles marins, résultant en un gain de compétitivité pour le pays tout en apportant de la création de richesses et en créant de l'emploi.

Quant aux investissements de la Mauritius Ports Authority, ils augmenteront le trafic des navires de pêche à Maurice, avec à la clef un tonnage supérieur de pêche. Concernant l'extension du port, elle fournira de l'espace aux nouveaux opérateurs et donnera les moyens opérateurs existants d'étendre leurs activités.

Par ailleurs, les autorités misent sur la création d'un port pétrolier à Albion pour positionner Maurice comme une plaque tournante pétrolière dans la région. Une augmentation substantielle du trafic maritime est attendue et créera de nouvelles opportunités à la fois dans le commerce de carburant et des activités annexes telles que l'avitaillement et l'accastillage. De plus, l'exonération des droits d'accise et de la TVA pour les navires engagés dans l'avitaillement contribuera à réduire les coûts opérationnels.

**Eve FIDÈLE**

# Environnement

GRED Gouvernance Risque Environnement Développement
La lettre du GRED
N° 10 - Juin 2016
Spécial Madagred

Éditorial

## Des enjeux scientifiques autour des changements globaux

Le bilan des activités de recherche et de valorisation menées par l'UMR GRED et ses partenaires depuis plus de 20 ans à Madagascar a montré la permanence des problèmes de gouvernance de la biodiversité, et ce malgré quelques succès. Si notre compréhension des rapports nature/société, et les recommandations qui peuvent en découler pour la prise de décision, s'affinent au fur et à mesure de l'accumulation des projets de recherche et de l'apport des jeunes chercheurs à ces programmes, les changements globaux auxquels doivent faire face les sociétés renouvellent sans cesse les besoins d'analyses scientifiques.

Davantage que la compréhension de ces changements globaux, ce sont surtout leur nature, leur intensité et leurs effets sur ces rapports nature/sociétés et les réponses apportées par ces sociétés qui deviennent des objets de recherche. De par la globalité des phénomènes (écologiques comme le changement climatique ou les pandémies, économiques comme la mondialisation des flux et des investissements et sociaux comme l'accélération des moyens de communication et de l'action de la société civile), ce constat est valable pour l'ensemble des pays et donc de la population humaine. Mais cela revêt une dimension encore plus prégnante dans les pays où, comme à Madagascar, une grande partie de la population dépend, pour le maintien et l'accroissement de ses moyens d'existence, du bon état des écosystèmes et de leurs fonctionnalités.

Les réponses politiques et sociétales à ces changements globaux sont de plus en plus pressantes et relèvent souvent de compromis géopolitiques, de rapports de force entre institutions ou de concepts émergents. Ces réponses se reflètent dans des documents programmatiques comme les Objectifs du Développement Durable (ODD), les objectifs d'Aïchi pour la conservation de la biodiversité, ou les résolutions des grandes conventions internationales telles que l'approche par les services écosystémiques au sein de la Convention sur la diversité biologique, la restauration des terres portée par la Convention de lutte contre la désertification, la REDD pour celle sur le climat…

Les ODD insistent par exemple sur les sources de financement nécessaires pour faire face à ces changements globaux mais également sur les solutions innovantes (« nouvelles politiques publiques », « solutions intelligentes »…) et sur l'apport de la Nature pour y faire face (« biodiversité fonctionnelle au service des systèmes de production alimentaire viables », « services écosystémiques des sols pour une agriculture durable »…).

## Position et proposition des chercheurs de l'UMR GRED et de ses partenaires

Les scientifiques de MADAGRED se doivent de répondre à ces nouveaux enjeux à la fois pour la production scientifique en tant que telle, mais également en termes de formation par la recherche et l'enseignement, et d'appui aux projets de développement (recherche-action, recherche d'accompagnement, recherche développement).

Plus particulièrement, ils sont convaincus que les réponses aux enjeux de développement local et de conservation de la biodiversité face à ces changements globaux nécessitent des innovations socio-environnementales, tant techniques qu'en matière de gouvernance. Cet apport doit se faire avec une distance vis-à-vis des acteurs du développement et de la conservation de la biodiversité. Cette distance ne reflète pas une posture critique *per se*, elle permet de prendre le temps d'analyser sur le long terme les effets (ou l'absence d'effets) de ces actions de développement, la manière dont parviennent à se combiner savoirs locaux et connaissances scientifiques, l'évolution des pratiques agricoles face à des transitions agraires sur des territoires précis, la cohérence des politiques publiques et des instruments qui leur sont associés, etc.

Les thèmes sur lesquels les chercheurs de MADAGRED portent leur attention peuvent être classés en deux catégories. La première recouvre les thèmes faisant l'objet de travaux déjà programmés (thèmes 1 à 4), la seconde rassemblant ceux qui relèvent davantage de pistes de recherche (thèmes 5 à 9). Dans la première catégorie, on retrouve les travaux qui s'inscrivent dans la lignée des recherches actuelles. Ils font l'objet d'une programmation en cours de montage avec des financements plus ou moins établis. Dans la seconde, on retrouve les thèmes qui n'ont pas encore donné lieu à une planification d'activités scientifiques, de formation ou de recherche de financement.

**Thèmes discutés lors de la table ronde**

1 – Mécanismes de financement des actions environnementales
2 – PSE : design, gouvernance et évaluation
3 – Modélisation des transitions agraires pour l'aide à la prise de décision
4 – Agroécosystèmes, patrimoine et biodiversité
5 – Plantes utiles dans les paysages ruraux : comprendre les savoirs locaux, leur structuration et leur évolution en lien avec le paysage
6 – Politiques environnementales face aux enjeux de développement
7 – Complémentarité entre les espèces malgaches et les espèces introduites (vers plus de durabilité économique, sociale et écologique)
8 – Carbone dans le paysage, un patrimoine à conserver
9 – Ecotourisme : filière, patrimoine

Les deux catégories ont fait l'objet de discussions lors d'une table ronde qui s'est tenue lors de l'atelier MADAGRED.

## Des perspectives discutées avec les partenaires institutionnels

Les débats ont permis de valider l'intérêt partagé par les différents partenaires et les tutelles des divers organismes pour l'ensemble des thématiques abordées. Pour les acteurs plutôt scientifiques, tels que l'ESSA, le CNRE ou le FOFIFA, toutes les thématiques abordées font sens par rapport à leurs activités et ils souhaitent s'engager avec nous afin de les mener à bien et ce à divers niveaux. Pour d'autres panélistes davantage engagés dans l'opérationnel, certaines thématiques sont plus ciblées que d'autres.



**Participants à la table ronde**

ANDRIAMANJATO Mamitiana, Point focal national REDD+, Ministère environnement, de l'écologie et des forêts
ANDRIAMARO Luciano, Directeur Science & Knowledge, Conservation International
RAMAMONJISOA Bruno, Directeur de l'ESSA
RAMBELOARISOA Gérard, Directeur exécutif de la FAPBM
RAKOTOMANJAKA José, Responsable programme biodiversité COI
RAZAFINDRAKOTO Tiana Eva, Directeur Pôle accompagnement, CITE
RAZAFINZARA Lala, Directeur général du FOFIFA
RAZANAKA Samuel, Chercheur CNRE

Parmi les thématiques identifiées, 3 groupes de priorité ont été retenus :

- un premier groupe rassemble les thématiques de nature plutôt économique (tels que les PSE et les mécanismes de financement) auquel il faut associer les initiatives de lutte contre le changement climatique à travers le mécanisme de REDD+ ;
- un deuxième groupe de priorité se dessine autour des problématiques paysagères, notamment le lien entre pratiques agricoles, séquestration du carbone, dynamiques des écosystèmes ;
- enfin, un troisième groupe de priorité concerne l'écotourisme et plus particulièrement son lien avec les agro-écosystèmes, les certifications, les appellations géographiques

Par ailleurs, il a été noté qu'il est important que les activités scientifiques correspondent bien aux actualités et aux engagements multilatéraux mais aussi aux activités des opérateurs. Il parait alors important d'adosser aux activités scientifiques proprement dites des outils d'accompagnement tels que les plateformes de compétences, les observatoires, les centres d'excellence, les groupes témoins de paysans, et les actions pilotes. La co-construction (entre scientifiques et non scientifiques) des réponses à des appels d'offre a retenu l'attention des participants à cette table ronde ; de même que la co-définition et les co-encadrements des stagiaires, mémoires et doctorats. L'accent a également porté sur l'insertion de la recherche, et notamment des centres de recherche dans les écoles doctorales.



LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

# TOURISME RÉGIONAL: Duval invité à renouveler son mandat à la présidence des Îles Vanille

**3 AOÛT, 2016**



Le Premier ministre adjoint, Xavier-Luc Duval, a été invité à renouveler son mandat comme président des Îles Vanille, qu'il a occupé durant les deux dernières années lors de la réunion ministérielle tenue à St Denis, île de La Réunion, cette semaine. Une motion dans ce sens a été présentée par les Seychelles et La Réunion. Elle a été adoptée par tous les membres présents à l'exception des Comores qui ont demandé un temps de réflexion. Les membres souhaitent que Xavier-Luc Duval continue le travail engagé dans le domaine des croisières durant son premier mandat. « Le nombre de croisiéristes a augmenté de 100 % dans l'océan Indien. L'année prochaine on verra l'arrivée de Fred Olsen Cruise Line et Seven Seas Voyager vers les mois de septembre et octobre », a indiqué Xavier-Luc Duval au Mauricien. Par ailleurs, une série de projets visant à construire l'identité des Îles Vanille est prévue. Ainsi une publication couvrant les six îles sera lancée. Elle couvrira la cuisine, la culture et le paysage dans les îles de l'océan Indien. De plus, un espace commun sera consacré aux six membres des Îles Vanille dans toutes les foires internationales, en particulier à Top Resa, à UTM et à ITV. Finalement, les six membres s'engageront dans une campagne de promotion commune du corridor aérien Asie/Afrique avec Maurice et Singapour comme plateformes. La mission se rendra à Singapour et en Malaisie.

http://www.lemauricien.com/

# L'île Maurice mise sur une croissance de 15% sur le marché indien

***3 Août 2016 - L'île Maurice, qui a accueilli 17 486 touristes indiens lors du premier trimestre de 2016 espère atteindre, cette année, une croissance de 15% sur ce marché. L'île Maurice reste une destination très populaire, en Inde, pour les honeymooners, les golfeurs et le MICE. L'année dernière 72 145 touristes indiens avaient visité l'île Maurice, soit une croissance de 18%.***

L'île Maurice, qui a accueilli 17 486 touristes indiens lors du premier trimestre de 2016 espère atteindre, cette année, une croissance de 15% sur ce marché. L'île Maurice reste une destination très populaire, en Inde, pour les honeymooners, les golfeurs et le MICE. L'année dernière 72 145 touristes indiens avaient visité l'île Maurice, soit une croissance de 18%. *L'Inde est un des pays ayant la plus forte croissance économique et cela se ressent sur le nombre de voyageurs. L'île Maurice considère l'Inde comme un marché très important d'autant que la connexion est naturelle culturellement. Nous allons continuer à tout mettre en œuvre pour capter un grand nombre des indiens qui voyagent »* souligne Vivek Anand, Country Manager de la MTPA.

**Cinema Tourism**

Afin de mettre toutes les chances de son côté l'île Maurice mise aussi sur le cinéma.La destination, souvent utilisé pour certaines productions bollywoodiennes, offre des incentives aux producteurs indiens. *« Cinema Tourism est un segment important qui a toute notre attention. Les incentives, pour la télé et le cinéma sont accordés au cas par cas »* souligne Vivek Anand. La MTPA (Inde) organisera, par ailleurs, des « roadshows » cette année dans

quatre villes majeures indiennes ce mois ci. *« Nous sommes très présents sur les réseaux sociaux et nous allons organiser aussi des Famtrips pour les meilleurs agents de voyage indien pour consolider notre part de marché »* ajoute Vivek Anand.

http://www.ilemaurice-tourisme.info/info/Lle-Maurice-mise-sur-une-croissance-de-15-sur-le-march-indien-413.html

CÔTE NORD
TOURISME & ART DE VIVRE À L'ÎLE MAURICE ET LES ÎLES DE L'OCÉAN INDIEN

## INITIATIVES COMMUNES POUR RENFORCER L'IDENTITÉ DES ILES VANILLE

AOÛT 4, 2016

Lors de l'assemblée générale des Iles Vanille tenue lundi 1er août à La Réunion, les membres présents ont pris la décision de mettre en place des initiatives communes afin de construire une identité forte pour l'organisation. A l'agenda de ce plan d'action, une promotion spéciale à Singapour et en Malaisie en support à la création d'un couloir aérien entre Changi et Plaisance, la présence des îles membres de l'organisation sous une même structure lors de salons internationaux, et enfin, des publications communes sur la richesse culturelle des îles de l'océan Indien. Il a également été décidé que Maurice continuerait d'assurer la présidence des Iles Vanille, décision qui sera débattue ultérieurement.

*During the General Assembly of the Vanilla Islands organisation held on the 1st August in Reunion Island, the members decided to implement common actions to build a strong identity for the organisation. It has been decided that there will be a special promotion in Malaysia and Singapore to support the creation of an air corridor between Changi and Plaisance, the Vanilla Islands will also be present on the same stand during international meetings, and finally, common publications on the cultural assets of the islands will be issued. It has also been decided that Mauritius would continue to chair the organisation. This last decision will be discussed later.*

http://www.cotenordmag.com/a-la-une/initiatives-communes-renforcer-lidentite-iles-vanille/

LeDEFI

# Selon l'Union Européenne: le thon albacore surexploité dans l'Océan Indien

**4 AOÛT 2016**PAR **PRADEEP KUMAR DABY**



Le thon albacore est soumis à une surpêche dans l'océan Indien. Sa capture est essentiellement l'œuvre des chalutiers taïwanais, loin devant les senneurs européens. C'est ce qu'indique un rapport de l'Union européenne.

Selon le rapport de l'Union européenne (UE), publié cette année, la surpêche de l'albacore ne menace ni cette espèce, ni le thon rose (listao), même si ce sont les espèces « les plus abondantes dans les captures des senneurs de l'UE. Elles représentent 47 % et

45 %respectivement en 2016 ». Les auteurs du rapport font, cependant, ressortir que les captures de ces poissons classés comme durables ne tiennent que « par une marge très fine ».

Il existe un protocole entre Maurice et l'UE, qui s'étend sur la période du 28 janvier 2014 au 27 janvier 2017, avec un tonnage annuel de référence de 5,5 tonnes. Ce protocole vise à embaucher dix marins mauriciens au sein de la flotte de l'UE lorsque celle-ci opère dans les eaux mauriciennes. « Mais cela n'a pas encore été mis en application, en l'absence de marins qualifiés et de difficultés logistiques. »

En 2015, la capture totale de thon durant les trois premiers trimestres était de 489 tonnes (8,9 % du tonnage de référence). De 2014 à 2015, 70 % des possibilités de pêche offertes aux senneurs dans le cadre du protocole furent utilisées par les bateaux français et espagnols. Selon le rapport, seuls dix navires en 2014 et cinq autres en 2015 ont déclaré être entrés dans la zone de pêche de Maurice, la majorité ne l'a pas fait car les populations de thon se trouvaient en dehors de cette zone.

Vieillissement des navires

Analysant le secteur de la pêche à Maurice, le rapport explique qu'en 2015, outre la pêche artisanale, il existe cinq navires-thoniers et semi-industriels, dont l'exploitation des bancs de Saya de Malha et de Nazareth a permis de pêcher et de congeler une tonne de poisson. L'UE attire l'attention sur la chute de cette capture, en raison du vieillissement des navires, réduisant leur capacité à prendre la mer pour de longues périodes.

Le document déplore le fait que « Maurice n'ait pas la capacité d'opérer un navire de patrouille, bien qu'une coopération régionale récente avec les projets de la Commission de l'océan Indien ait fourni un certain soutien ». La fusion de certains départements liés au ministère de la Pêche, en 2015, devrait aboutir à la restructuration du secteur. Une nouvelle loi devra voir le jour.

L'océan Indien est la deuxième plus grande zone mondiale de production de thon, après l'océan Pacifique. En 2012, la pêche totale de thon et des espèces apparentées était supérieure à 7 millions de tonnes. En 2003, un pic a été atteint par les flottes de l'UE avec des prises à la senne de 407 000 tonnes. Après une chute en 1993, les captures ont connu une nouvelle embellie en 2013-14.

http://defimedia.info/selon-lunion-europeenne-le-thon-albacore-surexploite-dans-locean-indien-38562/

# Santé : fièvre aphteuse

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

## ÉLEVAGE : Rodrigues en état d'alerte contre la fièvre aphteuse

À ce stade, plus d'une centaine de cas de contamination de bœufs rapportés, une dizaine de têtes de bétail ayant déjà succombé

4 AOÛT, 2016 -



Rodrigues est en état d'alerte contre la fièvre aphteuse affectant les élevages. Alors que la Commission agriculture de l'Assemblée régionale de Rodrigues se réunit aujourd'hui pour établir un plan d'action, pas moins d'une centaine de cas de contamination ont été rapportés, une dizaine de têtes de bétail, notamment dans le Nord, ayant déjà succombé de cette maladie virale. Des prélèvements envoyés en Afrique du Sud, pour des analyses en laboratoire, ont confirmé la présence du virus responsable de la fièvre aphteuse, dans le cheptel à Rodrigues. La confirmation officielle a été obtenue hier et le bétail, déjà embarqué à bord du Mauritius Trochetia, sera placé en quarantaine à Maurice. Devant ce nouveau développement, le chef vétérinaire à Rodrigues, le Dr Samoisy, a mis en garde les éleveurs et la population des dangers de la fièvre aphteuse, celle-ci affectant tous les animaux d'élevage, des bœufs, aux porcs en passant par les moutons et autres cabris. Une des premières mesures envisagées est la vaccination de l'ensemble du cheptel dans l'île alors qu'une campagne d'abattage du bétail infecté est également envisagée. Commentant la gravité de la situation, le chef vétérinaire de Rodrigues souligne : « Laiss mo rapel ou, si nou pa pran sa bann mezir-la, nou lelvaz pou fini et nou kapav perdi tou nou bann septel. Mo deman kolaborasion tou bann elver. Nou osi nou pou kolabore

avek zot. Anou travay ansam dan sa moman difisil-la. Fiev afteuse, li koze par enn virus. Kouma tou bann maladi viral, li bien difisil pou trete. Problem avek lafiev afteuse, se ki li ena boukou metod de transmision. »
La Commission agriculture de l'Assemblée régionale de Rodrigues, qui se réunit aujourd'hui à Port-Mathurin, compte commander des vaccins pour la campagne de lutte contre la fièvre aphteuse à travers l'île et travaille sur une formule de compensation aux éleveurs affectés par l'épidémie. Les premiers signes de la présence de ce virus à Rodrigues ont été notés le mois dernier, avec la confirmation des analyses en laboratoire connue en début de semaine.
Entre-temps, Rodrigues a sollicité l'expertise au niveau de la région avec une délégation d'experts de la **Commission de l'océan Indien** et du ministère de l'Agro-industrie se rendant dans l'île depuis le week-end. L'objectif vise à prêter main-forte aux services vétérinaires de l'île pour faire face à la situation. Une enquête épidémiologique, avec des prélèvements sanguins sur des têtes de bétail, a immédiatement été initiée, notamment dans les régions les plus à risques, à l'instar de Roseaux, Crève-Cœur, Terre-Rouge et Vangar. Une trentaine d'éleveurs sont concernés par cet exercice de détection.
L'un des premiers éleveurs concernés est le couple Genrulle, de Terre-Rouge, dont cinq bœufs sont affectés. Avec les premiers signes, soit « bef la kime ek buton lor so lalang », ils ont tenté de soigner leurs bœufs avant de faire appel aux services vétérinaires. Mais il était semble-t-il déjà trop tard, les vaccins administrés n'ayant eu aucun effet. « Nous gardons les bœufs affectés et non-affectés ensemble. Zot tou inn mor aster-la », font-ils comprendre, confirmant que le cheptel porcin est également affecté.Les autorités rodriguaises, qui ont lancé une campagne de sensibilisation et d'information au sujet de la fièvre aphteuse, demandent aux éleveurs de ne pas céder à la panique et de suivre les instructions en vue de contrôler la propagation de la maladie, qui s'est mise à gagner du terrain ces derniers jours.

http://www.lemauricien.com/article/elevage-rodrigues-en-etat-d-alerte-contre-la-fievre-aphteuse